

Art. 283/4. De natuurlijke en de rechtspersonen die erkend zijn krachtens de bepalingen van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 5 april 1990 behouden hun erkenning gedurende een termijn van achttien maanden, te rekenen van de inwerkingtreding van dit besluit, zelfs indien de erkenning in de loop van die termijn vervalt.

Elke natuurlijke of rechtspersoon bedoeld in artikel 282, § 1, wordt uitdrukkelijk en individueel erkend voor de opmaak of de wijziging van verkavelingsvergunningen met of zonder openstelling van wegen. De bij dit lid bepaalde erkenning wordt op hun verzoek door de gemachtigd ambtenaar afgegeven. Deze erkenning geldt voor verkavelingsvergunningen waarvan het in artikel 116, § 1, tweede lid, 1°, bedoelde ontvangbewijs wordt toegezonden binnen een termijn van achttien maanden, te rekenen van de inwerkingtreding van dit hoofdstuk. Deze erkenning kan niet vernieuwd worden. »

Art. 2. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 3. De Minister van Ruimtelijke Ordening is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 5 maart 1998.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON
De Minister van Ruimtelijke Ordening, Uitrustingen en Vervoer,
M. LEBRUN

F. 98 — 642

[C - 98/27145]

**5 MARS 1998. — Arrêté du Gouvernement wallon
relatif à la commission d'avis et à l'instruction des recours auprès du Gouvernement**

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, notamment les articles 120 et 133, remplacés par le décret du 27 novembre 1997;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 16 février 1998;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 17 février 1998;

Vu l'urgence motivée par l'entrée en vigueur au 1^{er} mars 1998 du décret du 27 novembre 1997, le présent arrêté étant indispensable à l'application de l'article 120 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine dès son entrée en vigueur; à défaut, en effet, la procédure prévue par le nouvel article 120 ne peut être mise en oeuvre à partir du 1^{er} mars 1998, la commission d'avis n'étant pas instituée par la législation précédant le décret du 27 novembre 1997;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 24 février 1998, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Équipement et des Transports,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans le titre I^{er} du livre IV du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, modifié par le décret du 27 novembre 1997, il est inséré un chapitre XXI intitulé « De la commission d'avis et de l'instruction des recours auprès du Gouvernement » et des articles 450/1 à 450/19 libellés comme suit :

« CHAPITRE XXI. — *De la commission d'avis et de l'instruction des recours auprès du Gouvernement*

Section I^{re}. — Disposition générale

Art. 450/1. La commission d'avis créée par l'article 120 a son siège à Namur dans les locaux de la Direction générale de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Patrimoine (en abrégé : D.G.A.T.L.P.).

Section II. — De la composition de la commission d'avis

Art. 450/2. § 1^{er}. Le président de la commission d'avis est le Ministre ayant l'Aménagement du Territoire dans ses attributions ou son représentant nommé par le Gouvernement.

§ 2. La Commission régionale de l'aménagement du territoire propose au Gouvernement une liste de quatre de ses membres.

§ 3. En vue de pourvoir à l'un des deux mandats proposés par l'ordre des architectes, les conseils de l'ordre des architectes des provinces de Hainaut, de Liège, de Luxembourg et de Namur et le conseil de l'ordre d'expression française de la province de Brabant proposent au Gouvernement, chacun pour ce qui le concerne, une liste de deux architectes inscrits au tableau de l'ordre des architectes de leur ressort territorial.

En vue de pourvoir à l'autre mandat proposé par l'ordre des architectes, le conseil national de l'ordre des architectes propose au Gouvernement une liste de deux architectes inscrits au tableau de l'ordre des architectes.

§ 4. Les députations permanentes des conseils provinciaux des provinces du Brabant wallon, de Hainaut, de Liège, de Luxembourg et de Namur proposent au Gouvernement, chacune pour ce qui la concerne, une liste de quatre personnes de leur ressort territorial.

§ 5. Selon que le recours prévu à l'article 119 porte sur un bien localisé dans la province du Brabant wallon, de Hainaut, de Liège, de Luxembourg ou de Namur, siègent à la commission d'avis le membre proposé par le conseil de l'ordre des architectes de la province correspondante et les deux membres proposés par la députation permanente du conseil provincial correspondant.

Art. 450/3. Pour chaque membre effectif, en ce compris le président, le Gouvernement nomme un suppléant en respectant les conditions et la procédure prévues pour les nominations des membres effectifs.

Les membres suppléants siègent lorsque le membre effectif dont ils assument la suppléance est empêché.

Art. 450/4. § 1^{er}. Chaque mandat a une durée de quatre ans à compter de la date de l'arrêté de nomination. Il est renouvelable.

§ 2. Le mandat de membre de la commission d'avis prend fin par la perte de la qualité en raison de laquelle le membre a été nommé.

§ 3. Le Gouvernement peut révoquer un membre en cas d'inconduite notoire ou de manquement grave aux devoirs de sa charge ou qui est absent à plus de trois séances consécutives sauf pour cas de force majeure.

§ 4. En cas de vacance d'un mandat survenant avant son expiration, le suppléant est nommé effectif pour la durée restant à courir du mandat.

Il est pourvu à son remplacement dans les deux mois qui suivent sa nomination.

§ 5. Les §§ 2 à 4 s'appliquent au président.

Art. 450/5. A l'exception du président, les fonctionnaires et agents de la Région ne peuvent être membre de la commission d'avis.

Section III. — Du fonctionnement de la commission d'avis

Art. 450/6. Il est interdit à tout membre, en ce compris le président, de siéger lorsqu'il a un intérêt direct, soit personnellement, soit par personne interposée, soit comme chargé d'affaires, à l'objet de la délibération.

Art. 450/7. Le directeur général de la Direction générale de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Patrimoine, l'inspecteur général de la Division de l'Aménagement et de l'Urbanisme de ladite Direction générale ou leurs délégués peuvent assister aux séances de la commission, à l'exclusion des délibérations.

Art. 450/8. Dans les vingt-cinq jours à dater de la réception du recours prévu à l'article 119, le secrétariat de la commission d'avis met le recours en l'état et le tient à la disposition des membres.

Art. 450/9. Dans les cinquante jours à dater de la réception du recours prévu à l'article 119, la commission d'avis émet son avis motivé et le transmet au Ministre ayant l'Aménagement du Territoire dans ses attributions; passé ce délai, l'avis est réputé favorable à l'auteur du recours. En raison de circonstances urbanistiques et architecturales locales, cet avis précise en quoi la destination générale de la zone et son caractère architectural sont ou ne sont pas compromis.

Art. 450/10. La commission ne délibère valablement que si le président et trois autres membres au moins sont présents.

Les avis sont rendus par les membres présents; le président n'a pas voix délibérative.

En cas de parité des voix, l'avis est réputé favorable à l'auteur du recours.

Art. 450/11. Les membres de la commission d'avis, en ce compris le président, ont droit :

1° à un jeton de présence de FB 2 500 par séance ou à un jeton de présence de FB 1 250 par audition, avec un maximum de FB 7 500 par journée;

2° au remboursement des frais de déplacement suivant les modalités prévues par l'arrêté royal du 18 janvier 1965 portant réglementation générale en matière de frais de parcours. Pour l'application de cet arrêté royal, ils sont assimilés aux agents de rang 15.

Art. 450/12. La commission établit son règlement d'ordre intérieur qu'elle soumet à l'approbation du Gouvernement.

Section IV. — Des règles applicables aux recours auprès du Gouvernement

Art. 450/13. Les recours visés à l'article 119 sont introduits par envoi recommandé à la poste, à l'adresse du directeur général de la Direction générale de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Patrimoine.

Le demandeur qui introduit un recours renseigne dans sa lettre la date à laquelle il a reçu la décision visée à l'article 119, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1° ou 2°, ou la date de l'envoi recommandé visé à l'article 119, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3°.

Art. 450/14. Aux recours visés à l'article 119, § 2, sont jointes une copie du dossier concerné qui comprend un repérage et, s'il échet, une copie du permis de lotir et du schéma directeur en vigueur qui s'appliquent.

Le repérage concerne :

1° la situation du bien au plan de secteur, au plan communal d'aménagement, au plan directeur, dans un schéma directeur, dans un lotissement, le long d'une voirie régionale ou provinciale, le long d'une voirie communale qui a fait l'objet d'un plan d'alignement, le long d'une ligne de chemin de fer, le long d'un cours d'eau de première, deuxième ou troisième catégorie;

2° l'existence de servitudes ou de réservations, d'un règlement régional d'urbanisme applicable, d'un règlement communal d'urbanisme applicable, d'une procédure d'aménagement du territoire ou d'urbanisme opérationnels, d'une infraction constatée par procès-verbal;

3° l'inscription du bien à l'inventaire du patrimoine immobilier ou sur une liste de sauvegarde, son classement, sa situation dans une zone de protection visée à l'article 205 ou dans un site mentionné à l'atlas visé à l'article 215.

Il contient aussi tout autre renseignement pouvant éclairer le Gouvernement.

Art. 450/15. L'accusé de réception visé à l'article 120, alinéa 1^{er}, et transmis au demandeur mentionne le contenu de l'article 450/19.

Art. 450/16. S'ils n'ont pas introduit le recours, le collège des bourgmestre et échevins et le fonctionnaire délégué transmettent à l'adresse visée à l'article 450/13, et dans les dix jours de la réception des documents visés à l'article 120, alinéa 1^{er}, 2°, une copie du dossier concerné qui comprend un repérage visé à l'article 450/14, alinéa 2 et, s'il échet, une copie du permis de lotir et du schéma directeur qui s'appliquent.

Art. 450/17. Le président de la commission d'avis est délégué par le Gouvernement pour présider l'audition prévue par l'article 120, alinéa 3.

Le président entend toutes les parties ou leurs représentants, assistés le cas échéant de leur conseil, la Direction générale de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Patrimoine et les membres de la commission d'avis.

Il peut exiger la communication de pièces, renseignements, documents et données complémentaires qu'il juge utiles.

Le secrétaire de la commission d'avis établit le compte rendu de l'audition.

Art. 450/18. L'audition a lieu dans les quarante jours de la réception du recours prévu à l'article 119.

Art. 450/19. La lettre de rappel visée à l'article 121 doit être introduite par envoi recommandé à la poste à l'adresse du directeur général de la Direction générale de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Patrimoine et contenir les mentions suivantes :

- 1° le nom et l'adresse du demandeur;
- 2° les références du dossier;
- 3° le terme rappel. »

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 3. Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Équipement et des Transports est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 5 mars 1998.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Économie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Équipement et des Transports,
M. LEBRUN

ÜBERSETZUNG

D. 98 — 642

[C - 98/27145]

5. MÄRZ 1998 — Erlaß der Wallonischen Regierung über die beratende Kommission und die Überprüfung der bei der Regierung eingereichten Einsprüche

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe, insbesondere der durch das Dekret vom 27. November 1997 ersetzten Artikel 120 und 133;

Aufgrund des am 16. Februar 1998 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund der am 17. Februar 1998 gegebenen Zustimmung des Ministers des Haushalts;

Aufgrund der Dringlichkeit, die durch das Inkrafttreten zum 1. März 1998 des Dekrets vom 27. November 1997 begründet wird, da der vorliegende Erlaß für die Anwendung von Artikel 120 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe ab dessen Inkrafttreten unerlässlich ist; in Ermangelung kann das in Artikel 120 vorgesehene Verfahren nicht ab dem 1. März 1998 eingeführt werden, da die beratende Kommission durch die dem Dekret vom 27. November 1997 vorausgegangene Gesetzgebung nicht eingesetzt wurde;

Aufgrund des in Anwendung von Artikel 84 Absatz 12° der koordinierten Gesetze über den Staatsrat am 24. Februar 1998 abgegebenen Gutachtens des Staatsrates;

Auf Vorschlag des Ministers der Raumordnung, der Ausrüstung und des Transportwesens,

Beschließt:

Artikel 1 - In Buch IV Titel I des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe, abgeändert durch das Dekret vom 27. November 1997, wird ein Kapitel XXI mit dem Titel «Die beratende Kommission und die Überprüfung der bei der Regierung eingereichten Einsprüche» eingefügt, das die Artikel 450/1 bis 450/19 mit folgendem Wortlaut umfaßt:

«KAPITEL XXI — Die beratende Kommission und die Überprüfung der bei der Regierung eingereichten Einsprüche

Abschnitt I — Allgemeine Bestimmung

Art. 450/1 - Die durch Artikel 120 eingesetzte beratende Kommission hat ihren Sitz in Namur in den Räumlichkeiten der Generaldirektion der Raumordnung, des Wohnungswesens und des Erbes.

Abschnitt II — Zusammensetzung der beratenden Kommission

Art. 450/2 - § 1 - Vorsitzender der beratenden Kommission ist der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Raumordnung gehört, oder sein durch die Regierung ernannter Vertreter.

§ 2 - Die Regionalkommission für Raumordnung schlägt der Regierung eine vier ihrer Mitglieder umfassende Liste vor.

§ 3 - Um eines der beiden dem Berufsstand der Architekten zugeteilten Mandate zu besetzen, schlagen die Räte des Berufsstands der Architekten der Provinzen Hennegau, Lüttich, Luxemburg, Namur und der Rat des französischsprachigen Berufsstandes der Provinz Brabant der Regierung für ihr jeweiliges Zuständigkeitsgebiet eine zwei in der Mitgliederliste des Berufsstands eingetragene Architekten ihres Zuständigkeitsgebiets umfassende Liste vor.

Um das verbleibende dem Berufsstand der Architekten zugeteilte Mandat zu besetzen, schlägt der Nationalrat des Berufsstands der Architekten der Regierung eine zwei in der Mitgliederliste des Berufsstands eingetragene Architekten umfassende Liste vor.

§ 4 - Die Ständigen Ausschüsse der Provinzialräte der Provinzen Wallonisch-Brabant, Hennegau, Lüttich, Luxemburg und Namur schlagen der Regierung für ihr jeweiliges Zuständigkeitsgebiet eine vier Personen ihres Zuständigkeitsgebiets umfassende Liste vor.

§ 5 - Je nachdem, ob sich der in Artikel 119 angeführte Einspruch auf ein Gut bezieht, das in der Provinz Wallonisch-Brabant, Hennegau, Lüttich, Luxemburg oder Namur gelegen ist, setzt sich die Kommission zusammen aus dem durch den Rat des Berufsstands der Architekten der entsprechenden Provinz vorgeschlagenen Mitglied einerseits und den beiden durch den Ständigen Ausschuss des entsprechenden Provinzialrates vorgeschlagenen Mitgliedern andererseits.

Art. 450/3 - Für jedes effektive Mitglied, einschließlich des Vorsitzenden, ernennt die Regierung ein stellvertretendes Mitglied, wobei die für die Ernennung der effektiven Mitgliedern vorgesehenen Bedingungen und Verfahren beachtet werden.

Die stellvertretenden Mitglieder tagen, falls das effektive Mitglied, deren Vertretung sie gewährleisten, verhindert ist.

Art. 450/4 - § 1 - Die Laufzeit eines jeden Mandats beträgt vier Jahre ab dem Datum, an dem der Ernennungserlaß verabschiedet wurde. Das Mandat ist erneuerbar.

§ 2 - Das Mandat eines Mitglieds der beratenden Kommission endet, falls dieses Mitglied die Eigenschaft, auf deren Grundlage es ernannt wurde, nicht mehr besitzt.

§ 3 - Die Regierung ist berechtigt, ein Mitglied wegen eines notorischen Fehlverhaltens oder einer schwerwiegenden Pflichtverletzung im Rahmen seines Amtes abzusetzen. Abgesehen von Fällen höherer Gewalt ist diese Absetzung ebenfalls möglich, falls das Mitglied während drei aufeinanderfolgenden Sitzungen abwesend ist.

§ 4 - Ist ein Mandat vor Ablauf der normalen Mandatsdauer zu besetzen, wird das stellvertretende Mitglied für die verbleibende Dauer des Mandats zum effektiven Mitglied ernannt.

Dieses Mitglied ist innerhalb von zwei Monaten nach seiner Ernennung zu ersetzen.

§ 5 - Die §§ 2 bis 4 sind auf den Vorsitzenden anwendbar.

Art. 450/5 - Mit Ausnahme des Vorsitzenden ist es den Beamten und Personalmitgliedern der Region untersagt, Mitglied der beratenden Kommission zu sein.

Abschnitt III — Arbeitsweise der beratenden Kommission

Art. 450/6 - Falls es ein Interesse an einer zum Beschluß stehenden Frage hat, sei es persönlich, oder über eine Drittperson, oder als Bevollmächtigter, ist es jedem Mitglied, einschließlich dem Vorsitzenden, untersagt, zu tagen.

Art. 450/7 - Der Generaldirektor der Generaldirektion der Raumordnung, des Wohnungswesens und des Erbes, der Generalinspektor der Abteilung Raumordnung und Städtebau der genannten Generaldirektion oder ihre Stellvertreter sind berechtigt, an den Sitzungen der Kommission, mit Ausnahme der Beschlußfassung, teilzunehmen.

Art. 450/8 - Innerhalb von fünfundzwanzig Tagen nach Eingang des in Artikel 119 vorgesehenen Einspruchs macht das Sekretariat der beratenden Kommission diesen anhängig und stellt ihn den Mitgliedern zur Verfügung.

Art. 450/9 - Innerhalb von fünfzig Tagen nach Eingang des in Artikel 119 vorgesehenen Einspruchs erteilt die beratende Kommission ihr begründetes Gutachten und übermittelt es dem Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Raumordnung gehört; nach Ablauf dieser Frist gilt das Gutachten zugunsten des Urhebers des Einspruchs als positiv. Aufgrund von lokalen städtebaulichen und architektonischen Gegebenheiten wird in diesem Gutachten erläutert, inwiefern die allgemeine Zweckbestimmung der Zone und ihr architektonischer Charakter gefährdet sind oder nicht.

Art. 450/10 - Die Beschlüsse der Kommission haben nur Gültigkeit, falls der Vorsitzende und wenigstens drei weitere Mitglieder anwesend sind.

Die Gutachten werden von den anwesenden Mitgliedern erteilt; der Vorsitzende hat keine beschließende Stimme.

Bei Stimmgleichheit gilt das Gutachten zugunsten des Urhebers des Einspruchs als positiv.

Art. 450/11 - Die Mitglieder der beratenden Kommission, einschließlich ihres Vorsitzenden, haben ein Anrecht:

1° auf ein Sitzungsgeld von BEF 2 500 pro Sitzung oder ein Sitzungsgeld von BEF 1 250 pro Anhörung, wobei der Gesamtbetrag auf BEF 7 500 täglich begrenzt ist;

2° auf die Rückerstattung der Fahrtkosten gemäß der durch den Königlichen Erlaß vom 18. Januar 1965 über die allgemeine Regelung der Transportkosten festgelegten Bestimmungen. Für die Anwendung dieses Königlichen Erlasses werden sie Beamten des Dienstranges 15 gleichgestellt.

Art. 450/12 - Die Kommission legt ihre Geschäftsordnung fest und unterbreitet sie der Regierung zur Genehmigung.

Abschnitt IV — Auf die bei der Regierung eingereichten Einsprüche anwendbaren Bestimmungen

Art. 450/13 - Die in Artikel 119 angeführten Einsprüche sind durch einen bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief an den Generaldirektor der Generaldirektion der Raumordnung, des Wohnungswesens und des Erbes zu richten.

Der Antragsteller, der einen Einspruch erhebt, vermerkt in seinem Schreiben das Datum, an dem ihm der in Artikel 119 § 1 Absatz 1 1° oder 2° angeführte Beschluß zugestellt wurde oder das Datum des in Artikel 119 § 1 Absatz 1 3° angeführten Einschreibebriefs.

Art. 450/14 - Den in Artikel 119 § 2 angeführten Einsprüchen wird eine Abschrift der betreffenden Akte beigelegt, die einen Markierungsplan umfaßt und ggf. eine Abschrift der Erschließungsgenehmigung und des geltenden Leitschemas, die anwendbar sind.

Der Markierungsplan betrifft:

1° die Lage des Guts auf dem Sektorenplan, dem kommunalen Raumordnungsplan, dem Leitplan, in einem Leitschema, in einem Siedlungsgelände, entlang eines regionalen oder provinziellen Wegenetzes, entlang eines kommunalen Wegenetzes, das Gegenstand eines Fluchtlinienplans war, entlang einer Eisenbahnstrecke, entlang eines Wasserlaufs erster, zweiter oder dritter Kategorie;

2° die Existenz von Grunddienstbarkeiten oder Reservezonen, einer anwendbaren regionalen Städtebauordnung, einer anwendbaren kommunalen Städtebauordnung, eines Raumordnungs- oder Städtebauverfahrens, eines durch Protokoll festgestellten Verstoßes;

3° die Eintragung des Guts in das Verzeichnis des Immobilienerbes oder in eine Schutzliste, die Tatsache, daß es unter Denkmal- bzw. Landschaftsschutz steht, seine Lage in einer in Artikel 205 angeführten Schutzzone oder in einer in dem in Artikel 215 genannten Atlas angeführten Stätte.

Sie beinhaltet ebenfalls jegliche sonstige Information, die für die Regierung von Interesse sein kann.

Art. 450/15 - Die in Artikel 120 Absatz 1 angeführte und dem Antragsteller zugestellte Empfangsbestätigung gibt den Inhalt von Artikel 450/19 an.

Art. 450/16 - Haben sie den Einspruch nicht eingereicht, so übermitteln das Bürgermeister und Schöffenkollegium und der bevollmächtigte Beamte an die in Artikel 450/13 angeführte Anschrift innerhalb von zehn Tagen nach Eingang der in Artikel 120 Absatz 1 2° angeführten Schriftstücke eine Abschrift der betreffenden Akte, die einen in Artikel 450/14 Absatz 2 angeführte Markierungsplan beinhaltet, sowie ggf. eine Abschrift der Erschließungsgenehmigung und des Leitschemas, die anwendbar sind.

Art. 450/17 - Der Vorsitzende der beratenden Kommission wird von der Regierung abgeordnet, um den Vorsitz der durch Artikel 120 Absatz 3 vorgesehenen Anhörung zu gewährleisten.

Der Vorsitzende hört alle Parteien oder ihre Vertreter an, die ggf. durch ihren Rechtsbeistand vertreten werden, sowie die Generaldirektion der Raumordnung, des Wohnungswesens und des Erbes und die Mitglieder der beratenden Kommission.

Er ist berechtigt, sich alle Schriftstücke, Informationen, Dokumente und Daten, die er für zweckdienlich erachtet, übermitteln zu lassen.

Der Sekretär der beratenden Kommission arbeitet das Sitzungsprotokoll der Anhörung aus.

Art. 450/18 - Die Anhörung findet innerhalb von vierzig Tagen nach Eingang des in Artikel 119 vorgesehenen Einspruchs statt.

Art. 450/19 - Das in Artikel 121 angeführte Erinnerungsschreiben ist durch einen bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief an den Generaldirektor der Generaldirektion der Raumordnung, des Wohnungswesens und des Erbes zu richten und muß folgende Angaben beinhalten:

1° Name und Anschrift des Antragstellers;

2° das Aktenzeichen;

3° den Begriff Erinnerungsschreiben.»

Art. 2 - Der vorliegende Erlaß tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Art. 3 - Der Minister der Raumordnung, der Ausrüstung und des Transportwesens wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 5. März 1998

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den KMB, dem Tourismus und dem Erbe,
R. COLLIGNON

Der Minister der Raumordnung, der Ausrüstung und des Transportwesens,
M. LEBRUN

—
VERTALING

N. 98 — 642

[C - 98/27145]

**5 MAART 1998. — Besluit van de Waalse Regering
betreffende de adviescommissie en het onderzoek van de beroepen die bij de Regering worden ingesteld**

De Waalse Regering,

Gelet op het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedebouw en Patrimonium, inzonderheid op de artikelen 120 en 133, vervangen bij het decreet van 27 november 1997;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 16 februari 1998;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 17 februari 1998;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid, gemotiveerd door het feit dat het decreet van 27 november 1997 in werking treedt op 1 maart 1998 en dat dit besluit onontbeerlijk is voor de toepassing van artikel 120 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedebouw en Patrimonium zodra het in werking treedt; bij gebreke hiervan kan de in het nieuwe artikel 120 bedoelde procedure immers niet uitgevoerd worden vanaf 1 maart 1998, aangezien de adviescommissie niet ingesteld is bij de wetgeving die voorafgaat aan het decreet van 27 november 1997;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 24 februari 1998, overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Ruimtelijke Ordening, Uitrusting en Vervoer,

Besluit :

Artikel 1. In Titel I van Boek IV van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedebouw en Patrimonium, gewijzigd bij het decreet van 27 november 1997, wordt een hoofdstuk XXI ingevoegd, met als opschrift «Adviescommissie en onderzoek van de bij de Regering ingestelde beroepen», alsook de artikelen 450/1 à 450/19, luidend als volgt :

« HOOFDSTUK XXI. — *Adviescommissie en onderzoek van de bij de Regering ingestelde beroepen*

Afdeling I. — Algemene bepaling

Art. 450/1. De krachtens artikel 120 opgerichte adviescommissie heeft haar zetel in Namen, in de lokalen van de Algemene Directie Ruimtelijke Ordening, Huisvesting en Patrimonium (afgekort: D.G.A.T.L.P.).

Afdeling II. — Samenstelling van de adviescommissie

Art. 450/2. § 1. De voorzitter van de adviescommissie is de Minister van Ruimtelijke Ordening of zijn door de Regering aangewezen vertegenwoordiger.

§ 2. De gewestelijke commissie voor ruimtelijke ordening legt de Regering een lijst voor met vier van haar leden.

§ 3. Ten einde te voorzien in één van de twee mandaten die door de orde der architecten worden voorgedragen, leggen de raden van de orde der architecten van de provincies Henegouwen, Luik, Luxemburg en Namen en de raad van de Franstalige orde van de provincie Brabant, ieder wat hem betreft, de Regering een lijst voor met twee architecten die ingeschreven zijn op het tableau van de orde der architecten van hun ambtsgebied.

Ten einde te voorzien in het tweede mandaat dat door de orde der architecten wordt voorgedragen, legt de nationale raad van de orde der architecten de Regering een lijst voor met twee architecten die op het tableau van de orde der architecten ingeschreven zijn.

§ 4. De bestendige deputaties van de provincieraden van de provincies Waals Brabant, Henegouwen, Luik, Luxemburg en Namen leggen de Regering, ieder wat haar betreft, een lijst voor met vier personen van hun ambtsgebied.

§ 5. Al naar gelang het in artikel 119 bedoelde beroep een goed betreft dat gelegen is in de provincie Waals Brabant, Henegouwen, Luik, Luxemburg of Namen, hebben de volgende leden zitting in de adviescommissie : het lid dat voorgedragen wordt door de raad van de orde der architecten van de betrokken provincie en de twee leden die voorgedragen worden door de bestendige deputatie van de betrokken provincieraad.

Art. 450/3. Voor ieder gewoon lid, de voorzitter inbegrepen, benoemt de Regering een plaatsvervangend lid met inachtneming van de voorwaarden en de procedure die voor de benoeming van de gewone leden gelden.

De plaatsvervangende leden hebben zitting bij verhindering van het gewone lid dat ze vervangen.

Art. 450/4. § 1. Elk mandaat duurt vier jaar, te rekenen van de datum van het benoemingsbesluit. Het is verlengbaar.

§ 2. Het mandaat van lid van de adviescommissie verstrijkt wanneer het lid de hoedanigheid verliest waarvoor hij benoemd werd.

§ 3. De Regering kan een lid ontslaan in geval van kennelijk wangedrag of plichtverzuim, of als hij drie keer achtereenvolgens afwezig is op de vergadering, behalve wegens overmacht.

§ 4. Wanneer een mandaat komt open te staan vóór het verstrijken ervan, wordt het plaatsvervangende lid benoemd voor de resterende duur van het mandaat.

Hij wordt vervangen binnen twee maanden na zijn benoeming.

§ 5. De §§ 2 à 4 zijn van toepassing op de voorzitter.

Art. 450/5. Behalve de voorzitter mogen de ambtenaren en personeelsleden van het Gewest geen lid zijn van de adviescommissie.

Afdeling III. — Werking van de adviescommissie

Art. 450/6. De leden mogen geen zitting hebben wanneer zij, hetzij persoonlijk, hetzij via een tussenpersoon, hetzij als zaakgelastigde, een rechtstreeks belang hebben bij de beraadslaging. Dit geldt eveneens voor de voorzitter.

Art. 450/7. De directeur-generaal van de Algemene Directie Ruimtelijke Ordening, Huisvesting en Patrimonium, de inspecteur-generaal van de Afdeling Inrichting en Stedebouw van voornoemde Algemene Directie of hun afgevaardigden mogen de vergaderingen van de commissie bijwonen, met uitzondering van de beraadslagingen.

Art. 450/8. Binnen vijftientig dagen na ontvangst van het in artikel 119 bedoelde beroep brengt het secretariaat van de adviescommissie het in gereedheid en houdt het ter beschikking van de leden.

Art. 450/9. Binnen vijftig dagen na ontvangst van het in artikel 119 bedoelde beroep brengt de adviescommissie haar gemotiveerd advies uit en deelt ze het mee aan de Minister van Ruimtelijke Ordening; na afloop van die termijn wordt het advies geacht gunstig te zijn voor de persoon die het beroep heeft ingesteld. Al naar gelang de plaatselijke stedenbouwkundige en architecturale situatie vermeldt het advies de redenen waarom de algemene bestemming van het gebied en de architecturale aard ervan al dan niet in het gedrang komen.

Art. 450/10. De commissie beraadslaagt slechts op geldige wijze indien ten minste de voorzitter en drie andere leden aanwezig zijn.

De adviezen worden door de aanwezige leden gegeven; de voorzitter is niet stemgerechtigd.

Bij staking van stemmen wordt het advies geacht gunstig te zijn voor de persoon die het beroep heeft ingesteld.

Art. 450/11. De leden van de adviescommissie, de voorzitter inbegrepen, hebben recht op :

1° BF 2 500 presentiegeld per zitting of BF 1 250 presentiegeld per hoorzitting, en op maximum BF 7 500 per dag;

2° de terugbetaling van hun reiskosten overeenkomstig het koninklijk besluit van 18 januari 1965 houdende algemene regeling inzake reiskosten. Voor de toepassing van dit koninklijk besluit worden ze gelijkgesteld met ambtenaren van rang 15.

Art. 450/12. De commissie maakt haar huishoudelijk reglement op en onderwerpt het aan de goedkeuring van de Regering.

Afdeling IV. — Regels voor de instelling van een beroep bij de Regering

Art. 450/13. De in artikel 119 bedoelde beroepen zijn bij ter post aangetekend schrijven te richten aan de directeur-generaal van de Algemene Directie Ruimtelijke Ordening, Huisvesting en Patrimonium.

De aanvrager die een beroep instelt, vermeldt in zijn brief de datum waarop hij de in artikel 119, § 1, eerste lid, 1° of 2°, bedoelde beslissing ontvangen heeft, of de datum van de in artikel 119, § 1, 3° bedoelde aangetekende verzending.

Art. 450/14. De in artikel 119, § 2, vermelde beroepen moeten vergezeld gaan van een afschrift van het bedoelde dossier, dat een markering bevat en, in voorkomend geval, een afschrift van de verkavelingsvergunning en van het streekplan die van toepassing zijn.

De markering heeft betrekking op :

1° de ligging van het goed op het gewestplan, het gemeentelijk plan van aanleg, het stuurplan, op een streekplan, een kavel, langs een gewestelijke of provinciale weg, een gemeenteweg die aan een rooiplan werd onderworpen, een spoorlijn, een waterloop van eerste, tweede of derde categorie;

2° erfdienstbaarheden of reservaties, een gewestelijk stedenbouwkundig reglement dat toepasselijk is, een gemeentelijk stedenbouwkundig reglement dat toepasselijk is, een procedure van daadwerkelijke ruimtelijke ordening en stedenbouw, een bij proces-verbaal vastgestelde overtreding;

3° de inschrijving van het goed in de inventaris van het onroerend patrimonium of op een beschermingslijst, zijn bescherming, zijn ligging in een beschermingsgebied bedoeld in artikel 205 of in een landschap dat voorkomt in de atlas bedoeld in artikel 215.

De markering bevat ook alle andere gegevens die nuttig kunnen zijn voor de Regering.

Art. 450/15. Het in artikel 120, eerste lid, bedoelde ontvangstbewijs dat aan de aanvrager wordt verzonden, vermeldt de inhoud van artikel 450/19.

Art. 450/16. Indien ze geen beroep hebben ingesteld, bezorgen het college van burgemeester en schepenen en de gemachtigd ambtenaar de in artikel 450/13 bedoelde algemene directeur, binnen tien dagen na ontvangst van de in artikel 120, eerste lid, 2°, bedoelde documenten, een afschrift van het bedoelde dossier met de in artikel 450/14, tweede lid, bedoelde markering en, in voorkomend geval, een afschrift van de verkavelingsvergunning en van het streekplan die van toepassing zijn.

Art. 450/17. De voorzitter van de adviescommissie is door de Regering gemachtigd om de in artikel 120, derde lid, bedoelde hoorzitting voor te zitten.

De voorzitter hoort alle partijen of hun vertegenwoordigers, die in voorkomend geval door hun raadsman worden bijgestaan, de Algemene Directie Ruimtelijke Ordening, Huisvesting en Patrimonium en de leden van de adviescommissie.

Hij kan bijkomende stukken, inlichtingen, documenten en gegevens eisen als hij het nuttig acht.

De secretaris van de adviescommissie maakt het verslag van de hoorzitting op.

Art. 450/18. De hoorzitting wordt gehouden binnen veertig dagen na ontvangst van het in artikel 119 bedoelde beroep.

Art. 450/19. De in artikel 121 bedoelde rappelbrief moet bij ter post aangetekend schrijven gezonden worden naar de directeur-generaal van de Algemene Directie Ruimtelijke Ordening, Huisvesting en Patrimonium en de volgende gegevens bevatten :

1° de naam en het adres van de aanvrager;

2° de kenmerken van het dossier;

3° het woord rappel.»

Art. 2. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 3. De Minister van Ruimtelijke Ordening, Uitrusting en Vervoer, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 5 maart 1998.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Uitrusting en Vervoer,
M. LEBRUN

ANDERE BESLUITEN — AUTRES ARRETES

MINISTERIE VAN JUSTITIE

[98/09201]

25 FEBRUARI 1998. — Beschikking van het Comité van Ministers van de Benelux Economische Unie tot benoeming van een rechter in het Benelux-Gerechtshof

Het Comité van Ministers van de Benelux Economische Unie,

Gelet op artikel 3, leden 1 en 2, van het Verdrag betreffende de instelling en het statuut van een Benelux-Gerechtshof, ondertekend te Brussel op 31 maart 1965, zoals het door het op 23 november 1984 te Brussel ondertekende Protocol is gewijzigd;

Overwegende dat het Comité van Ministers op 24 september 1997 akte heeft verleend van het ontslag, per 14 januari 1998, van de heer D'Haenens, Jules, als lid van het Benelux-Gerechtshof;

Op voordracht van de Minister van Justitie van België,

Heeft het volgende beslist :

Artikel 1. De heer Lahousse, Marc, plaatsvervangend rechter in het Benelux-Gerechtshof, wordt benoemd tot rechter in dat Hof.

Art. 2. Deze Beschikking treedt in werking op de dag van de ondertekening.

Brussel, 25 februari 1998.

De voorzitter van het Comité van Ministers,
E. DERYCKE

MINISTERE DE LA JUSTICE

[98/09201]

25 FEVRIER 1998. — Décision du Comité des Ministres de l'Union économique Benelux portant nomination d'un juge à la Cour de Justice Benelux

Le Comité de Ministres de l'Union économique Benelux,

Vu l'article 3, alinéas 1er et 2, du Traité relatif à l'institution et au statut d'une Cour de Justice Benelux, signé à Bruxelles le 31 mars 1965, tel qu'il a été modifié par le Protocole signé à Bruxelles le 23 novembre 1984;

Considérant que le Comité de Ministres a donné acte le 24 septembre 1997 de la démission, avec effet au 14 janvier 1998, de M. D'Haenens, Jules, de ses fonctions à la Cour de Justice Benelux;

Sur proposition du Ministre de la Justice de Belgique,

A pris la décision suivante :

Article 1^{er}. M. Lahousse, Marc, juge suppléant à la Cour de Justice Benelux, est nommé juge à cette Cour.

Art. 2. La présente Décision entre en vigueur à la date de sa signature.

Bruxelles, le 25 février 1998.

Le président du Comité de Ministres,
E. DERYCKE